

Tu n'as rien vu à Fukushima... (Bastille, le 12 octobre 2013)

Tout d'abord, merci à vous d'être ici pour soutenir le mouvement citoyen des très nombreux Japonais qui réclament l'arrêt définitif de tous les réacteurs nucléaires dans leur pays. Depuis le 15 septembre 2013 le Japon expérimente à nouveau le zéro nucléaire et avant cela, au cours d'un été particulièrement chaud (période des pics de consommation d'électricité) le pays a pu fonctionner avec seulement deux réacteurs en activité, sans recourir à des réductions de la consommation d'électricité. C'est pourquoi la population ne comprend pas cette obstination du gouvernement à vouloir faire redémarrer la filière nucléaire alors même que l'accident de Fukushima Daiichi est TOUJOURS EN COURS.

Nous avons tous été choqués par la déclaration du Premier ministre Abé qui, dans le but de faire venir les JO en 2020 à Tokyo, a prétendu que : "la situation à Fukushima est sous contrôle, qu'il n'y a jamais eu et n'y aura jamais aucun impact de l'accident sur Tokyo". Décidément, les politiciens japonais et les dirigeants de TEPCO sont des champions en matière de désinformation. Car, c'est bien sûr un mensonge : jour après jour, les trois réacteurs endommagés dégagent 10 millions de becquerel par heure dans l'atmosphère, et plus de 300 tonnes d'eau radioactive s'écoulent continûment dans l'océan Pacifique. Le volume d'eau contaminée augmente chaque jour avec déjà plus de 430 000 tonnes, mais TEPCO est toujours incapable de maîtriser cette situation : les réservoirs d'eau contaminée, qui ont été fabriqués à la hâte, sont maintenant en train de fuir, et les incidents se multiplient, ce qui a fini par attirer l'attention des médias internationaux au cours de l'été.

Nous avons eu connaissance du témoignage d'un sous-traitant intervenant sur le site et qui dénonce des négligences graves. D'après lui, on confie la direction des opérations à des sous-traitants de grandes entreprises de BTP qui n'ont pas de connaissances suffisantes, ni de véritable savoir-faire dans le nucléaire, avec pour conséquence des erreurs humaines fréquentes et une négligence accrue des contrôles des doses absorbés par les travailleurs. Ils sont 3000 actuellement à intervenir chaque jour et risquent donc d'être irradiés par exposition à de trop fortes doses, ce qui peut faire craindre également l'épuisement à terme de la main-d'œuvre qualifiée.

Ce même sous-traitant s'inquiète d'une situation qui va devenir encore plus critique à partir de la fin novembre lorsque débutera l'opération d'extraction des assemblages de combustible usé de la piscine du réacteur N°4. Cette piscine de stockage, située à 30 mètres de hauteur dans le bâtiment endommagé, contient 1533 assemblages de combustible dont 1331 sont usés et doivent être continuellement refroidis. Le repêchage à la grue de ces assemblages ainsi que leur transport nécessiteront un

nombre important de travailleurs compétents et une très grande vigilance dans un environnement où la radioactivité est très élevée. Cette opération doit se prolonger jusqu'à la fin 2014, et une erreur humaine lors de l'opération ou bien des intempéries graves (typhon ou séisme) pourraient provoquer des émissions massives de matière radioactive qui entraîneraient alors des conséquences catastrophiques pour les intervenants et la population environnante.

Déjà cinq erreurs ont été constatées en deux semaines depuis la visite du Premier ministre Abé sur le site de Fukushima Daiichi, le 19 septembre dernier. Comment croire au discours de TEPCO et du gouvernement qui prétendent maîtriser les conséquences de l'accident ? M. Murata, ex- ambassadeur du Japon en Suisse, appelle à la mise en place d'un groupe de travail constitué d'experts internationaux pour faire face à cette situation critique. Il est important d'accroître la pression internationale sur le Japon car la situation à Fukushima constitue une menace durable et redoutable pour l'ensemble de la planète.

Déjà, pour les centaines de milliers d'habitants contraints de vivre dans des zones pollués, la perspective de conséquences sanitaires graves est oppressante. Nelson va revenir tout à l'heure sur la situation inquiétante des enfants de Fukushima : fin août, sur 176 000 mineurs examinés, 18 cas avérés de cancer de la thyroïde ont déjà été comptabilisés, et 25 autres cas pour lesquels existent de forts soupçons. L'annonce de la découverte d'aliments contaminés (c'est-à-dire excédant la norme de 100Bq/kg) est fréquente et concerne des régions situées bien au-delà de la préfecture de Fukushima. Des centaines de centres citoyens de mesure de radioactivité se sont développés dans tout le pays, parce qu'il n'existe toujours pas de système de certification généralisée des aliments. La population se trouve donc quotidiennement confrontée aux incertitudes de la contamination radioactive potentielle des aliments.

Par ailleurs, plus de 150 000 réfugiés des zones d'évacuation forcée ne peuvent toujours pas rentrer chez eux, et beaucoup commencent à comprendre que le retour ne sera peut-être plus possible. On découvre aussi les "morts liés à l'accident", comme on appelle les suicides ou les morts prématurées causées par le désespoir et les difficultés de la vie de réfugié. D'autre part, de nombreuses dissensions sont apparues entre les réfugiés et la population d'accueil, ou entre les membres des communautés locales, et jusqu'au sein même des familles. Et enfin, on remarque des discriminations à l'égard de personnes originaires de la préfecture de Fukushima de la part d'autres Japonais. Ainsi, derrière le déni officiel du danger de la radioactivité, se cache l'angoisse poignante d'une réalité : telles ces adolescentes des territoires contaminés qui pensent qu'elles ne pourront plus jamais avoir d'enfants.

C'est bien au mépris de la souffrance de la population que le gouvernement PLD de M. Abé se refuse toujours à mettre en application la Loi d'aides aux victimes de l'accident

nucléaire, votée pourtant à l'unanimité en juin 2012. Face aux critiques des associations, le gouvernement va finalement en présenter ces jours-ci les principes d'application, mais ils risquent d'être limités à seulement 33 municipalités alors que les dégâts liés à l'accident concernent des zones beaucoup plus vastes.

Un autre fait très grave, et malheureusement méconnu, vient de se produire. En 2012, 14 586 personnes avaient formé un groupe de plaignants pour poursuivre en responsabilité pénale TEPCO et 33 personnes, parmi lesquelles les dirigeants de TEPCO, les responsables des autorités de sûreté et le Pr. Yamashita, conseiller en radioprotection. Mais le parquet du tribunal régional de Tokyo, après une enquête sans perquisition à domicile, a décidé en septembre l'abandon des poursuites au motif de charges insuffisantes. La commission parlementaire indépendante avait pourtant révélé de nombreux dysfonctionnements et des dissimulations, en concluant qu'on était bien en face d'un désastre provoqué par des hommes.

Afin de contester cette décision, le groupe de plaignants va déposer le 16 octobre une requête au tribunal de Tokyo. La responsabilité des dirigeants de TEPCO, et des autorités en place à l'époque, doit être reconnue par la justice, ainsi que les fautes et les négligences commises, qui doivent être sanctionnées pour mettre fin aux mensonges et aux dénis.

Car TEPCO, massivement financé par les gouvernements successifs pour lui éviter la faillite, a déposé en toute impunité, le 27 septembre, une demande de redémarrage de la centrale de Kashiwazaki-Kariwa auprès de l'autorité de régulation nucléaire (NRA). Depuis juillet 2013, cinq compagnies ont fait de même pour sept centrales (soit 14 réacteurs). La NRA s'est engagée à examiner leur dossier avec de nouvelles normes de sûreté pourtant jugées toujours insuffisantes par des associations indépendantes.

Contre la politique du gouvernement japonais qui veut redémarrer à tout prix la filière nucléaire, et même exporter sa technologie en minimisant la gravité de l'accident, on voit des citoyens continuer à se mobiliser en nombre au Japon : à travers le rassemblement hebdomadaire du vendredi soir devant le Cabinet du Premier ministre, ainsi que la vigie devant le ministère de l'économie, mais aussi des manifestations comme celle de demain, 13 octobre. C'est pourquoi je vous remercie très sincèrement de votre présence aujourd'hui qui témoigne de votre attachement à ce combat livré à l'autre bout du monde. Oui, vous avez eu raison de venir ici en soutenir la cause, car cette cause et ce combat ne concernent pas seulement les citoyens japonais, c'est aussi votre combat, notre cause et notre combat à tous. Après le "partenariat d'exception" conclu en juin dernier lors de la visite du Président Hollande au Japon, la coopération entre les industries nucléaires japonaise et française a été renforcée. Et il est évident qu'un arrêt définitif du nucléaire au Japon porterait un coup très dur au lobby du nucléaire en France. Continuons à rester confiants et unis. Merci.

Yûki Takahata le 12 octobre 2013